



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFETE D'EURE ET LOIR

AGENCE REGIONALE DE SANTE CENTRE-VAL DE LOIRE

Délégation départementale d'Eure-et-Loir
Pôle santé publique et environnementale
Unité eaux potable et de loisirs

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BONNEVALAIS

ARRETE N°ARS-AEP-2019-0016

- **Déclarant d'utilité publique la dérivation des eaux souterraines induite par l'exploitation en vue de l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine du forage dit des « Prés Nollets » référencé à la Banque du Sous-Sol BSS000XZQD, sur la commune de Bonneval,**
- **Déclarant d'utilité publique les périmètres de protection dudit forage,**
- **Autorisant d'utiliser l'eau de ce forage pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine de la Communauté de communes du Bonnevalais.**

**LA PREFETE D'EURE-ET-LOIR,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE,**

VU le Code de l'Environnement, notamment son article L.215-13 ;

VU le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L.1321-1 à L.1321-4, L.1321-7 et L.1324-3 d'une part et R.1321-1 à R.1321-42 d'autre part ;

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles L.11-5, L.11-7, L.13-1 à L.13-18, R.11-1 à 14 et R.11-21;

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.211-1, L.126-1, L.421-1, R.422-2, R.126-1 à R.126-3, R.123-23 ;

VU l'arrêté préfectoral N°ARS-DD28-PSPE-SE-2016-04-02 du 27 avril 2016 autorisant la Communauté de communes du Bonnevalais à exploiter, pour la production d'eau destinée à la consommation humaine, le forage dit des Prés-Nollets à Bonneval et l'unité de traitement des pesticides et des nitrates implantée au lieudit Méroger, sur la commune de Bonneval et à distribuer l'eau produite à la population ;

VU la délibération de la Communauté de communes du Bonnevalais en date du 20 décembre 2016, demandant l'ouverture des enquêtes publiques et parcellaires afin de déclarer d'utilité publique les

travaux de dérivation des eaux et les périmètres de protection du point de captage d'eau destinée à la consommation humaine situés sur la commune de Bonneval au lieu-dit « Les Prés Nolleys », ainsi que l'autorisation de prélèvement et de distribution de cette eau en vue de la consommation humaine ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2018 prescrivant, pour la période du 20 décembre 2019 au 23 janvier 2019 inclus, l'ouverture des enquêtes publique et parcellaire en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux et des périmètres de protection du point de captage et de distribution de cette eau en vue de la consommation humaine ;

VU les pièces du dossier soumis à cette enquête, notamment les plans des lieux et les états parcellaires situant les terrains concernés ;

VU le rapport hydrogéologique de proposition des périmètres de protection du 30 janvier 2018 ;

VU le dossier d'enquête publique établi en février 2018 ;

VU les registres d'enquête ouverts en mairies de Bonneval et de Pré Saint Evroult ;

VU les observations et l'avis favorable du Commissaire-Enquêteur en date du 19 février 2019 ;

VU l'avis favorable du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques dans sa séance du 23 mai 2019 ;

CONSIDÉRANT que la dérivation des eaux souterraines, induite par l'exploitation du captage sis au lieu-dit « Les Prés Nolleys » sur le territoire de la commune de Bonneval est indispensable pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine de la population de la Communauté de communes du Bonnevalais et présente de ce fait un caractère d'utilité publique ;

CONSIDÉRANT que l'établissement des périmètres de protection et les prescriptions techniques tels qu'ils sont prévus dans le présent arrêté sont de nature à réduire les risques de pollution accidentelle susceptibles d'affecter la qualité de la ressource en eau ;

CONSIDÉRANT que l'établissement de ces périmètres de protection présente un caractère d'intérêt général et autorise la Préfète à considérer l'opération comme étant d'utilité publique ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

ARRÊTE :

SECTION 1

Déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux

ARTICLE 1^{er}.

Est déclarée d'utilité publique la dérivation des eaux par la Communauté de communes du Bonnevalais, résultante de l'exploitation du forage sis au lieu-dit « Les Prés Nolleys » sur le territoire de la commune de Bonneval, situé sur la parcelle 214 de la section ZO.

La référence du captage à la Banque du sous-Sol (BSS) est n° BSS000XZQD (ancienne référence : 03254X0104).

ARTICLE 2.

La Communauté de communes du Bonnevalais doit indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils peuvent prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

SECTION 2

Conditions de prélèvement

ARTICLE 3.

- le prélèvement capte l'eau de la craie à silex du Sénonien.
- le débit instantané du prélèvement n'excède pas 90 m³/h avec 20 heures maximum de pompage par jour soit 657 000 m³/an.

SECTION 3

Périmètres de protection

ARTICLE 4.

La création des périmètres de protection immédiate et rapprochée des captages sis au lieu-dit « les Prés Nolleys », sur la parcelle n°204 de la section ZO est déclarée d'utilité publique.

ARTICLE 5.

Les périmètres de protection sont établis ainsi qu'il suit, conformément aux plans et à l'état parcellaire joints au dossier qui a été soumis à enquête publique.

ARTICLE 5.1- Périmètre de protection immédiate

Les limites du périmètre de protection immédiate sont établies afin d'interdire toute introduction directe de substances polluantes dans l'eau prélevée et d'empêcher la dégradation des ouvrages.

Il est constitué de la parcelle de référence cadastrale ZO n°214 sur la commune de Bonneval.

Dans ce périmètre, toutes les activités, installations et dépôts sont interdits, à l'exception de celles et ceux concernant directement l'exploitation et l'entretien des ouvrages, et du périmètre lui-même.

Prescriptions particulières

Ce périmètre est entièrement clôturé et le portail d'accès tenu fermé.

Dans le périmètre, seules les installations et activités nécessaires à la gestion du captage sont autorisées.

L'accès du périmètre est strictement réservé aux agents du service des eaux, les entreprises sous-traitantes devant obligatoirement être accompagnées.

Le périmètre est enherbé et régulièrement fauché avec enlèvement des coupes. Le sol devra être entretenu, de manière à laisser une végétation rase.

Le développement de la végétation ne peut être limité que par des moyens mécaniques ou thermiques.

L'épandage d'engrais aussi bien chimiques que naturels et de phytosanitaires y est interdit, ainsi que toute substance susceptible de polluer l'eau.

Le pacage d'animaux y est interdit.

Aucun arbre de haute futaie n'est planté et toute plantation arbustive y est interdite en dehors d'une éventuelle haie basse bordant la clôture.

Le stockage de produits susceptibles de polluer l'eau est interdit sauf si ces produits interviennent dans la filière de traitement et sont stockés dans des dispositifs de rétention permettant de supprimer tout risque d'écoulement. Les volumes des produits de traitement stockés dans l'enceinte de ce périmètre ne devront correspondre qu'aux quantités nécessaires au traitement de l'eau de ce captage. Leur stockage devra être effectué dans un local étanche et couvert, pour les produits solides, ou dans des bacs de rétention étanches de capacité supérieure au volume stocké pour les produits liquides.

La construction abritant la tête de forage devra être surélevée de 0,50 m par rapport au terrain naturel.

La tête du tubage devra être reprise en acier inoxydable, remontée jusqu'à au moins 0,20 m au-dessus du plancher de la fosse et fermée de la manière la plus étanche possible.

La trappe d'accès devra être rendue étanche à l'eau et une alarme de présence d'eau au fond de la fosse avec un dispositif de vidange adapté, relié à une canalisation amenant les liquides pompés jusqu'à l'extérieur du périmètre de protection immédiate.

Le forage d'essai conservé à l'intérieur du périmètre immédiat, est aménagé avec rehausse du tube acier, capot cadénassé et dalle cimentée à pente vers l'extérieur.

ARTICLE 5.2- Périmètre de protection rapprochée

Dans ce périmètre, peuvent être interdits ou réglementés les travaux, installations, activités, dépôts, ouvrages, aménagement ou occupation des sols susceptibles d'entraîner une pollution de nature à rendre l'eau impropre à la consommation humaine.

Le périmètre de protection rapprochée est établi conformément au plan cadastral joint au présent arrêté (**Annexe 1**). Il inclue les parcelles mentionnées dans l'état parcellaire récapitulatif (**Annexe 3**) en vigueur au moment de l'enquête publique.

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, les servitudes sont les suivantes :

a) Une zone non aedificandi de 200 mètres de rayon sera instituée autour du captage.

b) sont interdits :

-toute modification significative du mode actuel d'occupation des sols, notamment en ce qui concerne l'augmentation des surfaces anthropisées (constructions, lotissement, zones artisanales ou industrielles, zones agricoles, etc.) ou la réduction des surfaces naturelles, boisées, en prairie ou en friche (retournement de prairie, défrichement, déboisement, coupe ou abattage d'arbres, d'arbustes ou d'arbrisseaux sauf opérations d'entretien ou soumises à un régime de déclaration ou d'autorisation au titre d'une autre réglementation) ;

-la création d'ouvrages de prélèvement, d'injection ou de surveillance des eaux souterraines, sauf s'il s'agit de nouveaux captages d'eau destinée à l'alimentation humaine, reconnus d'utilité publique, ou de piézomètres nécessaires à leur contrôle, et dans la mesure où leur exploitation ne risque pas d'interférer avec celle du présent captage ;

-la création de canalisations de transport de produits susceptibles de polluer les eaux souterraines, notamment les hydrocarbures liquides (pipe-lines) et les eaux usées, sauf s'il s'agit -pour ces dernières- d'améliorer l'assainissement des constructions existantes ;

-l'épandage à la surface du sol par voie aéroportée, ou l'infiltration dans le sol ou le sous-sol par puits ou puits-filtrants, des eaux usées, des boues de station d'épuration, des lisiers, des matières de vidanges ; sont toutefois autorisés les dispositifs d'assainissement non collectif

existants, s'ils sont dûment validés, conformes à la réglementation et situés à une distance supérieure à 35 m des limites du périmètre de protection immédiate ;

- l'ouverture d'excavations permanentes du sol susceptibles d'altérer ses propriétés d'épuration, notamment les fossés, les bassins de stockage ou d'infiltration, les caves, les exploitations souterraines (carrières, gravières, ballastières, sablières...), etc. ;
- la création d'installations classées pour la protection de l'environnement susceptibles de présenter un risque de pollution des eaux souterraines ;
- le stockage ou le dépôt, même provisoire, de tout produit susceptible de polluer les sols ou les eaux souterraines, à l'exception des stockages existants et conformes à la réglementation ; ainsi, l'installation de toute nouvelle cuve à fioul est interdite sauf s'il s'agit du remplacement d'une cuve existante, ancienne ou non conforme dans le respect de la réglementation en vigueur ;
- la création ou l'extension de cimetières, l'inhumation en terrain privé ou l'enfouissement de cadavres d'animaux ;
- la création ou l'extension de mares, d'étangs ou de lacs artificiels ainsi que la rectification du tracé des cours d'eau ou des fossés de drainage ;
- la construction d'aires de camping ou de stationnement, d'aires d'accueil des gens du voyage, de villages de vacances, de terrains de jeu ou de sport (par exemple, terrains de golf, sites pour la pratique de sports à l'aide d'engins motorisés) ;
- les cultures intensives de type maraîchères sur sol nu, les ensilages agricoles et le stockage de fumiers sur sol nu ;
- l'utilisation d'herbicides pour le traitement des bordures de routes et des chemins.

c) sont réglementés :

- l'implantation de nouvelles constructions, extensions ou réhabilitations à usage d'habitation ne seront autorisées que sous réserve de leur raccordement au réseau d'assainissement collectif (ou, s'il n'existe pas, sous réserve de la construction d'un assainissement autonome conforme) et de l'installation de chauffage utilisant d'autres sources d'énergie que le fioul, et si elles se trouvent à une distance supérieure à 200 m du forage et qu'elles respectent les interdictions précédentes ;
- la communauté de communes du Bonnevalais devra raccorder les habitations du hameau de Méroger au réseau d'assainissement collectif ;
- les eaux pluviales devront transiter par des bassins de décantation-déshuilage étanches et régulièrement entretenus avant rejet dans le milieu naturel ;
- l'ouverture de tranchées ou d'excavations provisoires sera autorisée si elles sont ensuite remblayées à l'aide des matériaux extraits et replacés dans l'ordre de leur présence dans le sol ; sont toutefois tolérées les tranchées qui, pour des raisons géotechniques ou de sécurité, doivent renfermer un lit de pose de type sableux, à la condition qu'y soient régulièrement mis en place des écrans étanches argileux ;
- la création de nouveaux fossés est autorisée s'ils sont imperméabilisés par la mise en place de matériaux compactés de perméabilité inférieure à 10^{-8} m/s sur 20 cm d'épaisseur minimum ou par l'utilisation de matériaux de qualité similaire ;
- en cas de remplacement ou de modification des éoliennes existantes, les nouvelles machines devront être moins polluantes et potentiellement moins dangereuses pour l'environnement ;
- les pratiques culturelles devront être effectuées conformément à la réglementation ;
- les aires de betteraves existantes sont autorisées si elles ne sont utilisées que pour le stockage temporaire de betteraves, de produits de récoltes, de matières non fermentescibles issus de

l'exploitation forestière et provisoirement des résidus de déterrage dont la remise sur les terres de culture devra s'effectuer le plus rapidement possible et en fonction des conditions d'accessibilité ;

- le pacage des animaux est autorisé à condition qu'il se fasse sans apport de nourriture complémentaire à la production fourragère de la parcelle, du 1er juillet au 1er octobre, afin d'assurer le maintien de la couverture végétale au sol, sauf en cas de canicule ou de sécheresse reconnue par les autorités ;
- le stockage d'engrais et de produits phytosanitaires sous forme solide et liquide, de fumier, et les ensilages sont autorisés s'ils sont conformes à la réglementation ;
- les constructions ou les travaux nécessaires à la mise aux normes des exploitations agricoles existantes ou à l'amélioration des conditions d'habitabilité des maisons existantes sont autorisés ;
- les stockages contenant des hydrocarbures, des engrais sous forme liquide ou tout produit ou substance susceptible de rendre l'eau impropre à la consommation humaine sont autorisés sous réserve qu'ils soient à double enveloppe ou munis d'un bac de rétention étanche aux produits stockés, de capacité au moins égale à celle du réservoir, ou, dans le cas où une seule cuvette de rétention concerne plusieurs réservoirs, au moins égale à la capacité du plus grand réservoir et à 50 % de la capacité totale cumulée des différents réservoirs.

Les autres activités, installations ou dispositifs sont ou seront autorisés sous réserve :

- d'être conformes à la réglementation générale ;
- que des dispositifs, si nécessaire, soient mis en place afin que les activités ne soient pas susceptibles d'entraîner une pollution de nature à nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux souterraines, y compris en phase de travaux ;
- que leur destination ou leur utilisation puissent respecter les prescriptions du présent avis.

ARTICLE 6.

Les déversements accidentels de substances liquides ou solubles sur les terrains inclus dans le périmètre de protection rapprochée et sur les voies ou portions de voies traversant ou longeant ceux-ci, sont signalés à l'exploitant du forage par le(s) propriétaire(s) ou l' (les) exploitant(s) concerné(s) dès qu'il(s) en a (ont) connaissance.

ARTICLE 7 - Sécurité des ouvrages et installations de production, de traitement et de distribution de l'eau :

Les ouvrages et les installations de production, de traitement et de distribution sont protégés d'éventuels actes de malveillance par la mise en œuvre de matériels et d'équipements adaptés incluant notamment un ou plusieurs dispositifs d'alarme informant immédiatement l'exploitant ou l'organisme en charge de la surveillance, de toute tentative d'effraction ou de toute intrusion.

ARTICLE 8 - Délais de réalisation des travaux de mise en conformité.

Les travaux induits par l'article 7 doivent être réalisés **dans un délai maximal de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté, et ceux induits par les articles 5.1, 5.2 doivent être réalisés dans un **délai maximal de deux ans** à compter de la notification du présent arrêté, à l'exception du raccordement du hameau de Méroger au réseau d'assainissement public qui doit être réalisé dans un délai maximal de cinq ans à compter de la notification du présent arrêté (**liste de ces travaux à réaliser en annexe 2**).

ARTICLE 9.

Il est pourvu à la dépense au moyen des ressources créées par le bénéficiaire de l'autorisation, abondées des subventions accordées pour ce type d'intervention.

SECTION 4 Autorisation de distribution de l'eau à la population

ARTICLE 10.

La Communauté de communes du Bonnevalais est autorisée à utiliser pour l'alimentation en eau de la population des communes qui le composent, le forage des Prés Nolleys, sur le territoire de la commune de Bonneval, parcelle n° 214 de la section ZO.

L'eau produite par ce forage fait l'objet d'un traitement de dénitratisation, de filtration sur charbon actif et de désinfection par un produit chloré avant sa mise en distribution.

L'eau distribuée est conforme aux limites et références de qualité définies par la réglementation en vigueur, relative aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine.

Elle est soumise à ce titre aux analyses périodiques de contrôle prévues par la réglementation en vigueur.

Le nombre et/ou le type de ces analyses peuvent être adaptés et augmentés en tant que de besoin, si l'eau produite montre des signes de dégradation.

ARTICLE 11.

Le bénéficiaire de l'autorisation porte à la connaissance de la population concernée les résultats analytiques obtenus sur l'eau produite et sur l'eau distribuée, de même que les éventuelles restrictions d'usage formulées par l'Agence régionale de sante chargée du contrôle sanitaire de la qualité de l'eau.

SECTION 5 Dispositions communes

ARTICLE 12.

Le présent arrêté est, par les soins et à la charge de son bénéficiaire, notifié individuellement par lettre recommandée avec accusé de réception, à chacun des propriétaires concernés par l'établissement des périmètres de protection dans un **déla**i de trois mois.

Si l'identité ou l'adresse du propriétaire est inconnue, la notification est faite au Maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, à charge pour lui de la communiquer à l'occupant des lieux.

ARTICLE 13.

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection sont annexées au plan local d'urbanisme dans un **déla**i maximal de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 14.

Le présent arrêté est :

- affiché en mairies de Bonneval et Pré-Saint-Evroult pendant une durée minimale de deux mois,
- publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture d'Eure-et-Loir.

Dans un journal local, sont mentionnés en caractères apparents les points suivants :

- le dossier du projet et le présent arrêté sont consultables en mairie de Bonneval, Pré-Saint-Evroult et à la Préfecture d'Eure-et-Loir,
- le présent arrêté est consultable sur le site internet de la préfecture d'Eure-et-Loir pendant une durée d'un an à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture d'Eure-et-Loir.
- les servitudes sont inscrites à la demande du bénéficiaire du présent acte à la conservation des hypothèques dans un délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté.

ARTICLE 15. Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité administrative signataire ou hiérarchique dans **un délai de deux mois** à compter de sa notification.

Un recours contentieux peut être introduit auprès du Tribunal Administratif d'Orléans dans le même délai.

ARTICLE 16.

Le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir, Monsieur le Président de la Communauté de communes du Bonnevalais, Monsieur le Maire de Bonneval, Monsieur le Maire de Pré-Saint-Evroult, Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CHARTRES, le **27 MAI 2019**

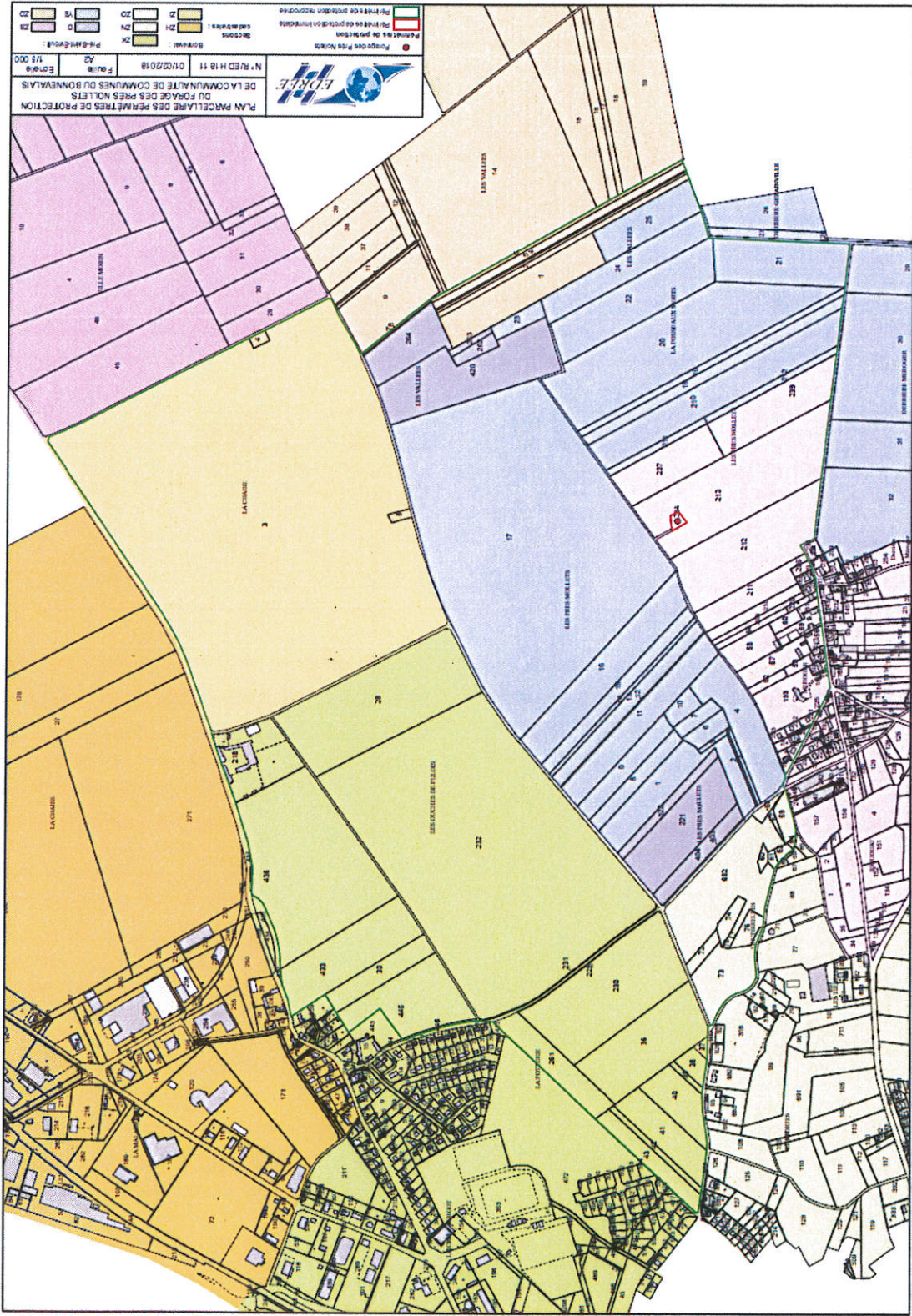
La Préfète,
Pour la Préfète,
Le Secrétaire Général

Régis ELBEZ

Pièces annexées à l'arrêté :

- *annexe 1: plan parcellaire de la délimitation du périmètre de protection rapprochée du captage des Prés Nolleys, sur la commune de Bonneval ;*
- *annexe 2 : liste des travaux à réaliser*
- *annexe 3 : Etat parcellaire récapitulatif des parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée*

Annexe 1 - plan parcellaire de la délimitation du périmètre de protection rapprochée du captage des Prés Nollets, sur la commune de Bonneval



Annexe 2 – liste des travaux à réaliser

Liste des travaux de mise en conformité à réaliser sur les périmètres de protection immédiate et rapprochée du forage des Prés Nolleys, sis sur la commune de Bonneval

Travaux	Périmètre de protection immédiate	Périmètre de protection rapprochée	Financement	Délai	Etat
Aménagement de la tête de forage des Prés Nolleys	X		Communauté de communes du Bonnevalais	2 ans	A réaliser
Alarmes anti-intrusion sur la tête de forage et sur le local technique	X		Communauté de communes du Bonnevalais	6 mois	A réaliser
Protection des têtes de forages et de puits sur le périmètre de protection rapprochée		x	Communauté de communes du Bonnevalais	2 ans	A réaliser
Mise en conformité des stockages d'hydrocarbures sur le périmètre de protection rapprochée		x	Communauté de communes du Bonnevalais	2 ans	A réaliser
Mise en conformité des systèmes d'assainissements autonomes sur le périmètre de protection rapprochée		x	Communauté de communes du Bonnevalais	2 ans	A réaliser
Raccordement du hameau de Méroger au réseau d'assainissement collectif		x	Commune de Bonneval	5 ans	A réaliser

Annexe 3 – Etat parcellaire récapitulatif des parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée

Commune de Bonneval

Section	Numéro de parcelle
ZI	3, 4 et 5
ZK	28, 30, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 218, 229, 230, 231, 232, 261, 433, 436, 445 et 446
ZN	57, 58, 59, 60, 61, 63, 64, 72, 73, 74, 75, 76 et 682
ZO	50, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 64, 166, 167, 168, 169, 180, 181, 182, 183, 193, 206, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 220, 221, 223, 224, 225, 237 et 239

Commune de Pré Saint Evroult

Section	Numéro de parcelle
D	221, 222, 262, 263, 264, 403, 404 et 420
YE	1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 210, 211 et 212
ZD	1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8